

Unité interdépartementale Vaucluse Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 15/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MARONCELLI**

1495 Avenue d'Orange  
BP 70 084  
84 700 Sorgues

Références : D-00184-2024  
Code AIOT : 0 006 400 408

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement MARONCELLI implanté Carrière PIOLENC Île des Rats 84 420 Piolenc. L'inspection a été annoncée le 07/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MARONCELLI
- Carrière PIOLENC Île des Rats 84 420 Piolenc
- Code AIOT : 0 006 400 408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société des Carrières Maroncelli, dont le siège social est situé 1495, Route Nationale 7 – à Sorgues, exploite une carrière alluvionnaire au lieu-dit « L'île des rats », sur la commune de Piolenc (84 420). Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 (exploitation de carrières) et de l'enregistrement au titre 2515 (traitement des matériaux) de la nomenclature des ICPE. Le site est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2021.

### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclarations GEREPE : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
2	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
3	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet
4	Origine de l'eau et prélèvement- Volume d'eau prélevée	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.1.1	Sans objet
5	Présence de compteurs Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.1.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de rappeler les enjeux relatifs à la thématique de l'eau. L'inspecteur de l'environnement n'a pas constaté de non-conformités relatives au suivi des consommations d'eaux au cours de cette visite.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Déclarations GEREPE : prélèvements et volumes d'eau rejetés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;</li><li>- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- STEPS urbains d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ;</li> <li>- site d'extraction relevant du code minier.</li> </ul> <p>Prélèvements :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an.</p> <p>Volumes d'eaux rejetés :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>La visite d'inspection du 13/02/2024 a permis de constater que l'exploitant consigne les prélèvements d'eau prélevée et consommée. Il réalise également la déclaration idoine sur GEREPE.</p> <p>Au titre de l'année 2022, l'exploitant a déclaré sur GEREPE avoir prélevé 54 976 m<sup>3</sup> pour 253 jours travaillés.</p> <p>L'exploitant n'est pas soumis à l'obligation de déclaration des volumes rejetés, telle que définie par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

**N° 2 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a></p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a connaissance des niveaux de gravité liés à la sécheresse, il indique assurer une veille à partir du site pluviométrique / vigieau. Il n'a pas été confronté à un niveau de gravité Alerte renforcée / Crise en 2023.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Mise en œuvre du PSH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/03/2023, article communication DREAL
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, PSH
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.</p> <p>Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.</p> <p>Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.</li> <li>2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.</li> </ol> <p>Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.</p> <p>Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.</p> <p>L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.</p> <p>Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué en amont de l'inspection du 13/02/2024 son Plan de Sobriété Hydrique (PSH). Il est constaté que l'exploitant a répertorié en particulier l'entretien de matériel, le remplacement des buses d'asperseurs pour l'année 2021. L'arrosage des pistes est réalisé par le biais d'une programmation (sauf le week-end, car le système est à l'arrêt)</p> <p>Le renouvellement des chasses d'eau et le changement du chauffe-eau (locaux du personnel ) permet d'optimiser la consommation d'eau selon ses déclarations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'examen du PSH pourra faire l'objet d'une inspection dédiée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Origine de l'eau et prélèvement-Volume d'eau prélevée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.1.1					
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, Eau					
<b>Prescription contrôlée :</b>					
<p>L'utilisation d'eau pour les usages industriels (lavage des matériaux, lavage des véhicules et arrosage des pistes) et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p>					
Origine de la ressource	Coordonnées du point de prélèvement RGF93-CC44	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal		
			Annuel (m³/an)	Journalier (m³ /j)	Horaire (m³/h)
Eau souterraine	Forage X : 791459,08 Y : 1908050,30	FRDG352 : Alluvions des plaines du Comtat (Aygues-Lez)	110000	550	55
<b>Constats :</b>					
<p>L'eau provient d'un forage situé au droit du site, elle est utilisée principalement pour l'abattage des poussières et le lavage des matériaux. L'eau destinée aux sanitaires provient également du forage.</p> <p>Le milieu de prélèvement souterrain est: Alluvions du Rhône du confluent de l'Isère au défilé de Donzère.</p> <p>Les coordonnées du forage en Lambert 93 effectuées lors de la visite d'inspection sont: X: 838 218 Y: 6 340 208</p> <p>Le site est équipé d'une citerne d'eau destinée à la défense extérieure du site en cas d'incendie. Le volume est de 120 m³</p> <p>Les volumes d'eau prélevés en 2022 et 2023 ont été respectivement de 54 976m³ et 42 418 m³.</p>					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite					

**N° 5 : Présence de compteurs Suivi des consommations d'eau / relevé / registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.1.3					
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, Eau					
<b>Prescription contrôlée :</b>					
<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Le bilan annuel de consommation est fourni dans le rapport prescrit à l'article 2.11.1.2.</p>					

L'utilisation d'eau pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.

**Constats :**

Le forage est équipé d'un compteur destiné à tous les usages. Celui-ci est relié à une application nommée « IZAR CENTER » chargée de regrouper les données relatives aux prélèvements. Cet enregistrement est continu, le relevé est effectué par l'exploitant chaque semaine. Le registre des prélèvements est informatisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite